

#MeToo, un sujet à débattre ?

Oui

Anne Morelli

Historienne et professeure à la faculté de philosophie et sciences sociales à l'ULB.

■ Le refus de débattre est un début d'intolérance. On ne retire rien d'un dialogue entre gens convaincus. Il y a des intégristes dans le féminisme. Je pensais qu'il devait y avoir une certaine sororité entre femmes. Ici, il ne s'agit que d'insultes et de règlements de compte.

Quelle a été votre réaction au refus de plusieurs féministes de participer au colloque "Egalité femmes-hommes : où en est-on ?" parce qu'elles refusent l'instauration d'un débat contradictoire autour de la question du #MeToo ?

Je suis étonnée quand on refuse de participer à un débat. Je suis une femme de dialogue. J'ai déjà débattu avec Tariq Ramadan ou M^r Léonard et pourtant, nous n'avions pas les mêmes idées. Je trouve que, justement, débattre et argumenter, c'est intéressant ! Le refus de le faire, c'est le début de l'intolérance.

Sur Internet, a fleuri toute une campagne qui explique que je suis une féministe de la 25^e heure. C'est un peu agaçant car, s'il faut que je présente des états de service à la cause des femmes, il y en a pas mal ! Je donne par exemple, depuis les années 80 à l'ULB, un cours où je parle de l'aliénation des femmes, de la domination masculine et du patriarcat. Il y a des intégristes dans les religions, dans l'antiracisme mais il y a aussi des intégristes dans le féminisme. Il y a des talibans dans tous les groupes humains. Ils trouvent toujours que les autres ne sont pas suffisamment purs, suffisamment actifs. Cela ne m'a pas traumatisée, mais je tiens à répliquer car je trouve cela un peu fort de café de critiquer ce que mes collègues et moi avons fait depuis 30 ans, si pas davantage.

Un début d'intolérance de la part de ceux et celles qui veulent l'égalité. Ne serait-ce pas contradictoire ?

Les 164 signataires de la carte blanche publiée lundi dans "Le Soir" (voir ci-contre) expliquent qu'ils ne souhaitent pas voir l'organisation d'un débat contradictoire autour de la question du phénomène #MeToo lors du colloque. Ils disent qu'ils ne veulent pas discuter avec des personnes infréquentables. Alors, que va-t-on faire ? On va dialoguer entre soi ?

Entre gens déjà convaincus ? J'estime que l'on peut toujours retirer quelque chose d'un débat avec des personnes qui n'ont pas les mêmes opinions que nous.

Ces féministes regrettent le manque de diversité des intervenants choisis pour le colloque. Qu'en dites-vous ?

Cela dépend de ce que l'on veut dire par diversité en interne. Ces personnes avaient été invitées et refusent désormais de participer. Si elles rejettent le débat, il ne reste plus personne de leur tendance. Je pensais qu'il devait y avoir, entre femmes, une certaine sororité. Ici, il s'agit plutôt de règlements de compte personnels et politiques ainsi que d'injures. Dans ce domaine, la pire insulte est d'être qualifié de sexiste. Cette épithète est très vite utilisée pour nommer les personnes qui ne pensent pas comme les signataires. Je pense que les causes défendues durant ce colloque valent mieux que des injures.

Le 8 mars approche. Cette journée a-t-elle un sens selon vous ?

Bien sûr ! C'est une journée de lutte pour les droits des femmes. Il y a des tas de domaines où les femmes n'ont pas une situation satisfaisante et la plus grande violence qui leur est faite est économique. Je vais choquer certains mais je dirais que c'est finalement plus grave que la main de Weinstein dans la culotte de je ne sais quelle actrice. Le phénomène #MeToo est comme un nuage qui passe et qui détourne l'attention des problèmes réels du quotidien des femmes. Tout le monde en parle pendant un moment puis le souffle retombe et les vrais problèmes des femmes, eux, restent.

Entretien : Louise Vanderkelen

La réaction des organisateurs

Le 7 mars prochain, veille de la Journée internationale des droits des femmes, le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles organise un colloque autour de la question "Egalité femmes-hommes: où en est-on?" Des féministes déplorent la tendance à questionner le mouvement #MeToo, qui ne doit pas faire l'objet d'un débat contradictoire. Les organisateurs réagissent.

"L'intention, à travers ce colloque, était justement de traiter les inégalités entre les sexes à l'aune de l'actualité récente, explique Cécile Marquette, porte-parole du parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'objectif n'était pas de remettre en cause la légitimité du mouvement #MeToo. Nous voulions aller au-delà des positions clivantes après l'affaire Weinstein. Le panel d'intervenants a été construit pour créer un débat contradictoire au sein même d'un parlement. L'idée est de faire un débat démocratique avec des points de vue qui ne sont pas convergents. Cela a un sens. C'est dans l'ADN même de l'institution qui, d'ailleurs, défend l'égalité des genres. On le constate dans son assemblée, composée à 41% de femmes. Il faut savoir dialoguer, même si on n'est pas tous d'accord dans tous les domaines."

Non

Laurence Rosier

Professeure à l'ULB.

■ Pas à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes. Il est déplacé de remettre en cause une parole, libérée et encore fragile, sur la question du harcèlement des femmes.

Dans une carte blanche collective ("Le Soir" du 5 mars), vous déplorez la tenue d'un débat contradictoire "Weinstein, #MeToo, #Balancetonporc: et maintenant ?" organisé ce 7 mars par le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre d'un colloque "Egalité femmes-hommes: où en est-on?" Pourquoi?

Notre but, avec Irène Kaufer, l'autre initiatrice, n'est pas de censurer. Mais dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, il nous semble déplacé du point de vue du lieu et de la date de remettre en cause une parole enfin libérée sur la question du harcèlement, une parole à peine acquise, une parole fragile qui vient d'éclore. Permettons lui de se déployer plutôt que de lui demander d'étayer et d'argumenter. La conséquence de ce type d'injonction ? Beaucoup de femmes se sont déjà tues. Après, tout semble devenir discutable. Va-t-on bientôt devoir débattre aussi du viol ? On s'épuise dans des débats, mais arrêtons de discuter et agissons.

Ce débat, animé par Pascal Vrebos doit rassembler Béa Ercolini (journaliste, fondatrice du mouvement "Touche pas à ma pote" et du cercle féminin Beabee), Sandra Muller (rédactrice en chef de "La Lettre de l'audiovisuel" et initiatrice du mouvement #Balancetonporc), Martine Storti (féministe, écrivaine, ex-professeur de philosophie, ex-journaliste) mais vous regrettez son ouverture au philosophe Raphaël Enthoven et à l'historienne Anne Morelli. Pourquoi ?

Raphaël Enthoven est connu pour des affirmations contrariant des positions féministes sur l'écriture inclusive ou #Balancetonporc. Il a toujours quelque chose à nous dire et nous conseille comment penser. C'est le point de vue dominant classique. Pourquoi ne pas avoir invité à sa place une femme philosophe ? Cela existe aussi ! Anne Morelli est une des 100 cosignataires (à côté de Catherine Millet, Catherine Deneuve...) de la tribune publiée dans le Monde "Nous défendons une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle" (Ndlr.: le sous-titre de cette tribune est "Nous ne nous reconnaissons pas dans ce féminisme qui, au-delà de la dénonciation des abus de pouvoir, prend le visage d'une haine des hommes et de la sexualité"). Il s'agit en fait de la liberté de se faire importuner, je suis linguiste, et il y a du harcèlement dedans. C'est une tribune de femmes dominantes et néolibérales, indigne pour la cause des femmes. Dommage de la part d'Anne Morelli, qui est une personne de valeur et une féministe mais qui, là, a pris clairement une position contre les femmes.

Selon les écrits de Raphaël Enthoven, "le mouvement #Balancetonporc comporte aussi un risque d'amalgame et de chasse aux sorcières. Le dire n'est pas combattre ce slogan mais le préserver de son dévoiement". Que lui répondez-vous ?

Qu'il nous donne encore des leçons. Nous n'avons pas besoin de lui pour entendre ce genre

de point de vue qui n'est qu'une injonction continue contre les combats engagés. A côté, il y a eu très très peu de personnes qui ont balancé sur Internet le nom d'une personne. Mais on se plaît à évoquer abondamment des dégâts collatéraux. Comme quand on évoque le problème des femmes battues, on nous rétorque qu'il y a aussi des hommes. Non, il n'y a pas de symétrie possible ! Face à la réalité, il aurait mieux fait de se taire. Ces femmes qui racontent un événement douloureux et enfoui reçoivent souvent comme type de réponse "moi, à ta place, j'aurais fait ceci – je me serais défendue – ou ça – je me serais tue –, etc". C'est doublement dur. De nouveau, on parle à la place des victimes.

Peut-on critiquer le mouvement #MeToo ou #Balance ton porc ?

Bien sûr. Mais il y a un temps pour tout, pas dans le cadre de la journée des droits des femmes.

Vous considérez-vous comme une extrémiste du féminisme ?

Pas du tout. Je ne distribue pas de bons ou mauvais points aux unes et aux autres. On est vite taxé d'extrémiste quand on a une certaine éthique et qu'on est catégorique. Je voudrais qu'on ne confonde pas.

Entretien : Thierry Boutte

*“Cette étrange angoisse
de ne plus exister
sans le regard et le désir
des hommes. Et qui conduit
des femmes intelligentes
à écrire des énormes âneries.”*

Laurence Rossignol

L'ancienne ministre française des Droits des femmes à propos d'une tribune sur la "liberté d'importuner", parue dans "Le Monde" (8/1/18).